

Contribution 2

La COP 28, une conférence de combat contre les fossiles

Portée par le Bureau Exécutif et la commission énergie & climat

Texte non soumis au vote.

Cette année encore, la COP intervient dans un climat de crise intense, alors que nous sommes presque hors de la trajectoire 1,5 degrés, que peu de pays respectent leurs engagements. Cette COP 28 aura lieu du 30 novembre au 12 décembre à Dubaï, ville installée au milieu du désert, symbole du capitalisme triomphant et de l'orgie énergétique, sous la présidence du sultan Al Jaber, PDG d'[ADNOC](#), principale compagnie pétrolière des Émirats Arabes Unis. Quel cynisme de tenir la COP sous cette présidence quand nous devons sortir des énergies fossiles. La question de savoir si cette COP pourra aboutir à des décisions importantes reste entière mais le doute est clairement permis.

Néanmoins, la COP reste un rendez-vous incontournable pour faire avancer la lutte contre le dérèglement climatique. C'est pourquoi nous devons adopter une ligne intransigeante avec nos combats et valeurs, et élaborer une position claire et forte en tant que principal acteur écologiste du paysage politique français.

Le Réseau des Verts Mondiaux (Global Greens), dont Europe Écologie Les Verts est membre, sera présent (grâce notamment à la participation d'une déléguée française) lors de ces 10 jours de négociations internationales pour défendre la justice climatique, la sortie des énergies fossiles et l'initiative pour un moratoire international sur leur production.

Les engagements pris par les États dans les COP ne sont pas respectés, et les institutions internationales n'y peuvent rien :

- Il semble particulièrement compliqué à ce stade, voire presque impossible de tenir les engagements de la COP21, sans un rehaussement drastique de l'ambition des mesures prises : les pays signataires n'agissent pas suffisamment pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degrés. La dernière déclaration du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, sur cet engagement, a averti que les efforts visant à maintenir la hausse des températures mondiales à 1,5 degré Celsius au-dessus des niveaux préindustriels étaient « sous assistance respiratoire ».
- Les quotas définis pour chaque pays par le protocole de Kyoto n'étaient déjà pas respectés
- Sur les 100 milliards promis en 2019 à la COP 25 par les pays du Nord aux pays du Sud, seuls 85 milliards ont été versés.
- Les engagements pris par la COP ne sont pas contraignants, ils ne sont liés à aucune sanction
- Les institutions internationales liées n'appuient pas les engagements de réduction de l'impact climatique. En tout premier lieu, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) n'a aucunement modifié les règles mondiales du libre-échange, à l'origine d'une part importante du problème.

Les engagements restant à prendre dans les COP ne sont pas pris.

Les COP 26 à Glasgow et COP 27 à Sharm El Sheikh ont été des échecs concernant le “phase out fossil fuels” soit donc la sortie complète des énergies fossiles

Les COP sont une réelle opportunité pour les lobbys de venir influencer les décisions et de porter des messages technophiles :

- La COP 27 a par exemple accueilli 627 lobbyistes, les CEO de Shell, Total, BP, etc.
- Les sponsors étaient Coca Cola, Ernst & Young
- Les “innovation zone” étaient sponsorisées par NEOM, projet futuriste d’une ville en Arabie Saoudite, basée sur la digitalisation de la vie via la data

En pleine accélération de la crise climatique, les Nations Unies ont choisi Dubaï pour la COP 28, en ont donné la Présidence au Sultan Al Jaber, PDG de ADNOC, un des plus grands groupes pétroliers mondiaux, et peinent à conserver une indépendance dans l’organisation de l’événement :

- ADNOC a annoncé dernièrement via le sultan Al-Jaber son intention d’augmenter la production de pétrole brut de 3 millions de barils de pétrole par jour à 5 millions d’ici 2030.
- Al Jaber a annoncé à Bonn que « *la réduction des énergies fossiles (était) inévitable*” mais ses propos sur l’inéluctabilité de la fin des énergies fossiles restent vagues et ne mentionnent pas de date de sortie. « *La vitesse à laquelle cela se produira dépendra de la rapidité avec laquelle nous pourrons mettre en place progressivement des solutions de remplacement sans carbone, tout en garantissant la sécurité, l’accessibilité et le coût abordable de l’énergie* ».
- Dubaï est une ville entièrement construite dans le désert, utilisatrice massive d’énergies fossiles, orientée sur les séjours de luxe et la finance internationale.
- Un article du Guardian à la fin du mois de septembre 2023 a révélé que l’équipe de relations publiques des Nations Unies pour la COP avaient accueilli en son sein 2 communicants de la compagnie ADNOC en préparation de la COP.

Néanmoins et malgré l’indéniable participation de la sphère des fossiles, la COP reste malheureusement à ce jour le seul lieu et le seul moment où se retrouvent tous les pays sous l’égide de l’ONU pour s’engager sur la lutte contre le changement climatique.

La COP est un terrain d’expression privilégié des ONG et de la société civile. Elle est également le lieu de la rencontre entre les scientifiques et le monde politique au niveau mondial comme en témoigne la forte présence du GIEC et des organismes scientifiques qui mesurent et rapportent l’évolution des émissions mondiales : [GIEC](#), [IEA](#), [UNEP Gap report](#)

C’est pourquoi lors de cet événement les écologistes qui y seront présent·e·s notamment par la voix des Global Greens doivent rappeler avec force leurs demandes.

Les enjeux prioritaires présentés à la COP 28 doivent être défendus par tous nos moyens d’actions : plaidoyers, speeches, participation à des conférences, des événements, liens avec les réseaux d’acteurs écologistes (ONG, experts, etc.), et avec les institutions internationales (UNFCCC, UN Habitat, etc.).

Les enjeux prioritaires doivent notamment porter sur :

- La fin des énergies fossiles avec l'arrêt de tout nouveau puit d'extraction
- La reconnaissance de la responsabilité des multinationales des fossiles dans le dérèglement climatique avec obligation d'engager des financements pour les pertes et dommages
- L'interdiction faite aux multinationales des fossiles de sponsoriser des événements publics
- La ratification d'un traité de non-prolifération des fossiles
- La démultiplication des moyens de l'efficacité énergétique d'ici 2030 et des capacités des énergies renouvelables d'ici 2030
- Le déblocage de financements immédiats et non remboursables pour les dommages causés par le changement climatique aux pays en développement.

Nous voulons que des objectifs contraignants soient mis sur la table. A ce titre nous appelons l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à réviser les règles mondiales du commerce pour y inclure des critères environnementaux forts. Nous rappelons la nécessité de l'affirmation de systèmes alimentaires locaux et justes et nous réclamons la surveillance et un encadrement accru du marché des crédits et des compensations carbone ainsi que la protection des COP de tous conflits d'intérêts.

Europe Écologie Les Verts organisera une rencontre en amont de la COP 28, sous forme de webinaire, afin de faire dialoguer les militant·e·s, les membres du Conseil fédéral et les parlementaires sur ce sujet. Ce sera l'occasion de sensibiliser sur l'inanité de tenir la COP 28 à Dubaï et sous présidence de l'ADNOC.